

## ENTREPRISES &amp; BUSINESS

# Les majors européennes désertent l'Iran

Le quatrième producteur mondial de brut est de plus en plus isolé depuis l'aggravation des risques de sanction.

ANALYSE  
Vincent Georis

Petit à petit, l'étau se resserre autour de l'Iran. Quatre des cinq majors pétrolières européennes ont décidé d'arrêter leurs investissements dans l'Etat du Golfe Persique.

La française Total, l'anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell, l'italienne Eni et la norvégienne Statoil ont promis de «liquider leurs investissements» et de «cesser toute nouvelle activité dans le secteur de l'énergie en Iran», a annoncé jeudi le département d'Etat américain. Les Etats-Unis ont adopté en juin dernier une loi imposant de nouvelles sanctions à l'Iran afin de contraindre ce pays à faire la lumière sur son programme nucléaire.

## CONTRATS TERMINÉS

Sur le terrain, ces sociétés ont déjà commencé leur retrait. «Elles n'ont plus de projet en Iran depuis un certain temps», explique Francis Perrin, directeur de la rédaction de la revue spécialisée Pétrole et gaz arabes. «C'est le résultat de deux tendances. Tout d'abord, les contrats de services signés en Iran n'associent jamais à long terme les compagnies étrangères dans l'exploitation des champs. Après quelques années, elles s'en vont. Ensuite, les quatre majors ont hésité ces dernières années à signer de nouveaux contrats, vu la montée en puissance des Etats-Unis et de l'Union européenne à l'encontre du régime iranien et le durcissement des sanctions. C'est une question d'image.»



© Reuters

## RETRAIT GÉNÉRAL

D'autres grands groupes internationaux ont commencé à se retirer depuis quelques temps déjà. Le turc Tupras, l'indien Reliance et le koweïtien Independent Petroleum ont commencé à suspendre leurs livraisons de produits pétroliers raffinés à l'Iran depuis juin dernier.

BP et Shell ne vendent plus de kérosène à Iran Air. Le leader japonais de l'exploration Inpex, bien qu'il ne soit pas visé par les sanctions américaines, a l'inten-

tion de se retirer du projet Azadegan.

Toyota a suspendu ses exporta-

tions en Iran depuis le 11 août.

Les maisons de courtage suisses Vitol, Glencore et Trafigura et le



«Ces sanctions ne mettront pas le pays à genoux. Le vrai talon d'Achille de l'Iran, c'est l'exportation de son pétrole.»

Francis Perrin (Pétrole et gaz arabes)

tion est toujours autorisé, souligne un porte-parole.

Statoil, pour sa part, limitera sa présence à «un soutien technique restreint et temporaire».

## SANCTIONS AGGRAVÉES

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté en juin une sixième résolution renforçant les sanctions internationales contre l'Iran. Cette résolution a été suivie d'une série de sanctions unilatérales décidées par les Etats-Unis, l'UE, l'Australie, le Canada, le Japon et la Corée du Sud.

Les Etats-Unis soupçonnent l'Iran de financer un programme militaire nucléaire secret avec l'argent de ses activités énergétiques. Les sanctions américaines ont été aggravées par une loi votée en juillet à l'initiative du Président Barack Obama.

Cette nouvelle législation permet aux autorités américaines de poursuivre les sociétés étrangères qui continueraient leurs activités en Iran. Aux yeux de Washington, la promesse faite par les groupes européens de se retirer signifie «qu'ils sont susceptibles» d'échapper aux sanctions américaines.

Ces sanctions vont-elles réellement handicaper le régime de Mahmoud Ahmadinejad? «Le président iranien ne nie tant qu'il peut. Mais elles ont un réel impact, surtout la vente d'essence vu la faible capacité de raffinage. Toutefois, ces sanctions ne mettront pas le pays à genoux. Le vrai talon d'Achille de l'Iran, c'est l'exportation de son pétrole. Et, pour l'instant, seuls les Etats-Unis interdisent l'importation de pétrole iranien. Pas les Européens, ni les Asiatiques», indique Francis Perrin. ■

«Seulement»  
670.000 dollars  
de bonus pour  
Steve Ballmer

Steve Ballmer, le patron de Microsoft, ne touchera que la moitié de son bonus maximum, soit 670.000 dollars, malgré le record historique des ventes de la firme, qui ont progressé de 7% à 62,5 milliards de dollars, et les lancements réussis de nouveaux Windows et Office. Mais Microsoft a aussi enregistré de piètres performances dans la téléphonie mobile. Son système d'exploitation Windows Mobile a perdu des parts de marché. Le Kin, un téléphone portable destiné aux adolescents, a été abandonné 3 mois seulement après sa mise en rayons. Microsoft traîne aussi à sortir un rival à la tablette iPad d'Apple déjà écoulee à plus de 3 millions d'exemplaires. Le patron aura néanmoins touché 1,34 million de dollars sur l'année, ce qui représente pour lui une augmentation de 6%. ■ **B.E.**

## SPE réorganise ses services commerciaux

L'entreprise énergétique SPE-Luminus va réorganiser d'ici deux ans une série de services de support et commerciaux. Le but de la manœuvre est de gagner en compétitivité suite à l'intégration avec EDF Belgium. Les changements vont toucher les cinq sites de l'entreprise, sans perte d'emploi. Un service commercial pour la Wallonie va par ailleurs être ouvert à Liège. «Ces adaptations auront un impact sur 15% du personnel au maximum», sur un millier de personnes, souligne la porte-parole. Concrètement, les activités de 100 à 150 travailleurs seront déplacées. «Si une activité est transférée à un autre site, la personne suivra le poste ou sera formée pour une autre fonction.» Réagissant à cette décision, le personnel de Luminus à Hasselt a décidé vendredi, de déposer un préavis de grève contre la réorganisation annoncée. ■

LE GÉANT DU MEUBLE DONNE POUR LA PREMIÈRE FOIS UNE INFORMATION SUR SES RÉSULTATS

## Ikea a payé 13 % d'impôts sur ses bénéfices l'an dernier

C'est une grande première: le groupe Ikea publie ses chiffres clés, résultats inclus, pour l'année dernière. Jusqu'ici, le groupe fondé par le Suédois Ingvar Kamprad gardait un silence jaloux sur les bénéfices qui remontaient au holding de tête Ingka Holding BV et à la Stichting Ingka Foundation. L'exercice n'est certes pas complet, le géant du meuble ne fait que donner les grands chiffres à l'échelle mondiale, mais cela permet d'enfin se faire une petite idée du business et de sa profitabilité.

Ce nouveau souci de transparence a été décidé en décembre dernier par le conseil d'administration, nous apprend le groupe dans le résumé bilantaire qui fait une vingtaine de pages. Il entend poursuivre la publication chaque année. Ikea ne le précise pas, mais l'exercice constitue sans doute une réponse aux critiques qui pleuvaient depuis des années sur le groupe en raison de son opacité.

La fondation Ingka coiffe la société Ingka Holding, toutes deux basées aux Pays-Bas. Elles trônent au sommet de l'empire créé par Kamprad. Cela veut dire que

les bénéfices remontent au holding, puis à la stichting sous forme de dividende. Le statut de stichting permet, pour rappel, d'être exonéré de la TVA, de prélèvements sur les dividendes et de l'impôt sur les sociétés chez nos voisins d'outre-Moerdijk. Il permet aussi aux détenteurs de ses parts, pour autant qu'ils ne rési-



45 millions d'euros iront au mécénat en 2010.

dent pas aux Pays-Bas, de toucher leurs dividendes libres d'impôts. Ceci dit, une telle fondation est censée poursuivre aussi un objectif de type mécénat. Ingka Foundation s'acquiesce de cette obligation en versant une part de ses revenus à une autre stichting, Ikea Foundation, qui a pour mission de soutenir des programmes d'aide aux enfants et jeunes défa-

vorisés dans les pays en développement. Voilà pour le contexte.

## PROFIT NET DE 2,5 MILLIARDS

L'an dernier (exercice bouclé à fin août), le groupe Ikea a réalisé un chiffre d'affaires de 21,8 milliards d'euros, en hausse de 1,4% (+3,1% en corrigeant les effets de change) pour un profit d'exploitation de 2,8 milliards, en hausse de 4,4%, et un bénéfice net de 2,5 milliards (+11,3%). Ikea ajoute qu'il a payé au total pour 384 millions d'euros d'impôt en 2009. «Un niveau inhabituellement bas», précise-t-il sans toutefois mentionner les chiffres correspondants des années antérieures, ce qu'il explique par «un résultat relativement plus faible dans les pays à haut taux d'imposition». On soulignera à ce sujet qu'outre sa structure faïtière particulière aux Pays-Bas, le groupe s'est aussi muni de bras financiers ingénieux, tels qu'un centre de coordination en Belgique, baptisé Ikea Service Center et doté de 9,3 milliards d'euros de capital. On retiendra néanmoins de ce bilan qu'il a payé l'an dernier 384 millions d'impôt sur un béné-

fic brut de 2,9 milliards, soit un taux d'imposition de quelque 13%.

Le profit net de 2009 a été affecté au bénéfice à reporter ainsi qu'aux fonds propres en vue de financer les investissements, précise encore Ikea qui ajoute que ces trois dernières années, aucun dividende n'a été versé aux propriétaires, c'est-à-dire à la fondation Ingka. Une sobriété justifiée par le souhait de financer sur fonds propres l'ouverture de quelque 15 magasins, sachant qu'il en coûte en moyenne 80 millions par magasin.

Quant à l'activité de mécénat, le rapport nous apprend qu'en 2010 la fondation Ikea a l'intention de distribuer 45 millions d'euros. Le chiffre pour 2009 n'est pas fourni: au siège en Belgique, on nous répond qu'on ne dispose pas de cette donnée pour les années antérieures.

Pour 2010, exercice qui vient de s'achever le mois dernier, Ikea a vu son chiffre d'affaires croître de 7,7% à 23,1 milliards d'euros. Les chiffres de résultats 2010 à l'échelle du groupe n'ont en revanche pas encore été arrêtés. ■ **Michel Lauwers**

## Wallimage/Bruzellimage a fait carton plein

Créé par la Région wallonne il y a dix ans, Wallimage, un fonds économique qui soutient des productions et des entreprises audiovisuelles, a déjà largement fait ses preuves. En 2009, une nouvelle ligne d'investissement de 2 millions d'euros cofinancée à parts égales par la Région wallonne et la Région de Bruxelles Capitale, était créée. Le principe: les maisons de production reçoivent une aide (plafonnée à 200.000 euros) et s'engagent à effectuer un certain montant de dépenses – engagement de personnel ou recours aux sociétés de services audiovisuels – dans les deux Régions.

Un an après sa création, Wallimage/Bruzellimage revendique un bilan plus que satisfaisant. Le fonds mixte s'est engagé dans la coproduction de 18 projets – 17 fictions de long métrage et une série documentaire – dont 6 productions internationales et 2 projets émanant d'une maison de production flamande. Pour un investissement de 3 millions d'euros (1,5 million pour chaque Région), les dépenses annoncées des maisons de production atteignent un total de quelque 17 millions. Ce qui représente un taux de retour de 667,2% pour Bruxelles et de 461,3% pour la

Wallonie (bien plus que le taux habituel de Wallimage). Pour Philippe Reynaert, directeur de Wallimage, la ligne mixte profite plus à Bruxelles qu'à la Wallonie, mais celle-ci est néanmoins gagnante parce que les films concernés ne venaient pas à Wallimage et que c'est le caractère mixte qui les a attirés. En outre, les Régions semblent se compléter: à Bruxelles, 62,8% des dépenses sont consacrées à l'engagement de personnes physiques (acteurs, techniciens...) alors qu'en Wallonie 52,4% des dépenses sont des prestations d'entreprises (montage, effets spéciaux...). ■ **D.B.**

## BSB affiche un solide premier semestre

BSB, entreprise spécialisée dans les logiciels et services IT cotée sur Alternext, affiche une belle croissance de son résultat d'exploitation, qui atteint désormais le million d'euros contre 320.000 euros à la mi-2009. Au premier semestre 2010, BSB a réalisé un chiffre d'affaires de 14,4 millions d'euros, soit une augmentation de 23%. Les revenus liés à l'activité d'éditeur ont augmenté de 51% et les revenus des services sur mesure ou liés à des logiciels tiers ont progressé de 3%. Au 30 juin 2010, l'activité

d'éditeur a généré 50% des revenus, contre 43% en juin 2009.

Le carnet de commande et de prospection est «bien rempli», selon le groupe, et le management table sur un second semestre au moins équivalent au premier semestre.

Le groupe maintient également le rythme des embauches puisque son effectif a crû de près de 9% sur l'année, atteignant 261 collaborateurs. Des engagements qui concernent en grande partie la filiale française du groupe et son nouveau centre de développe-

ment en Irlande. La direction de BSB se félicite surtout du succès de son logiciel de gestion d'assurances Soliam «que les banques privées françaises et luxembourgeoises de référence ont choisi», ajoute le communiqué.

À noter que les résultats de BSB ont également été largement soutenus par les différentes aides dont la société a bénéficié. Outre une subvention du Luxembourg de 850.000 euros, BSB a profité d'aides de la Région wallonne, portant le montant total des aides à 2,98 millions d'euros. ■ **Y.A.B.**